

TRUMPISME ET FAR WEST Une histoire renversée

Nelcya Delanoë

ARRIVÉS PRESQUE À MI-PARCOURS du mandat du président Donald Trump, les États-Unis évaluent ce qu'ils doivent à ces mille jours d'un grand désordre comme un retour au « capitalisme sauvage » de la fin du ^{xix}^e siècle. Pour les Amérindiens, le nadir de leur histoire. À étudier la situation qui leur est faite dans l'Ouest américain – espace de la condensation des clichés tenaces véhiculés par le roman national et le western –, les voici pris en tenailles. D'un côté, les tout-puissants extracteurs d'énergie non renouvelable, en l'occurrence l'uranium et le charbon ; de l'autre, des propriétaires terriens en armes pour la défense d'un univers dont ils seraient les auteurs et les gardiens sacrés. En somme, un condensé du trumpisme.

L'exploitation des mines d'uranium de l'Ouest américain remonte au Manhattan Project, consacré à la production de l'arme atomique et installé à Los Alamos (1942-1946), au nord-ouest de Santa Fe, sur une terre réservée aux Indiens de San Ildefonso Pueblo. L'uranium indispensable à ce projet et à ses essais provenait d'abord du Congo belge et du Canada, mais aussi de quatre mines, dont trois situées non loin, en territoire navajo – Shiprock (NM), Monument Valley (Utah), Kayenta (Arizona) –, et une quatrième ouverte en 1943 à Hanford, en terres yakimas, dans l'État de Washington. Le 16 juillet 1945, avec l'opération « Trinity », le premier essai d'une arme nucléaire avait lieu au sud de Los Alamos, sur le site de Trinity, au bord de la réserve des Apaches mescaleros.

Mais, si l'exploitation de l'uranium sur le plateau du Colorado, en terres indiennes en particulier, avait connu un boom de 1949 à 1960, il avait été suivi d'un creux devenu une petite mort à la fin des années 1980. En janvier 2018, pourtant, le *New York*

Times titrait « La pression des compagnies minières de l'uranium pour la réouverture des mines a abouti » (Tabuchi 2018).

Après la Seconde Guerre mondiale, le déclenchement de la guerre froide avait multiplié l'ouverture de multiples mines d'uranium américaines. Dans la région des Four Corners (Nouveau Mexique, Arizona, Colorado et Utah), entre 1949 et 1989, 4000 mines d'uranium avaient produit 225 000 000 tonnes d'uranium et affecté de nombreuses populations amérindiennes : Lagunas, Navajos, Utes du Sud, Utes des montagnes, Hopis, Acomas et autres Pueblos, Shoshones de l'Est, Arapahos du Nord – et jusqu'aux Sioux du Dakota du Nord, Dakota du Sud, Wyoming et Montana, ainsi que les Spokanes de Washington.

Une étude lancée dès 1949 par le US Health Service montrait que les mineurs (dont 19 % de Navajos) étaient cinq fois plus souvent atteints du cancer du poumon que les non-mineurs, et même jusqu'à sept fois plus, selon le degré d'exposition au radon (*Time Magazine* 1960).

Ces conclusions furent confirmées par l'*American Journal of Public Health* qui avait étudié des cohortes de mineurs navajos du plateau du Colorado pendant trente ans, soit de 1960 à 1990 (Brugge et Goble 2002). Les exploitants et la US Atomic Energy Commission s'étaient alors bien gardés d'expliquer aux ouvriers les risques qu'ils encouraient et s'étaient dispensés de tout règlement qui aurait pu atténuer les effets toxiques de ce travail – cancer, fausses-couches, naissances génétiquement modifiées. C'est seulement en 1990, après des procès intentés par des Navajos affectés d'une de ces pathologies, que la maladie liée au radon a été reconnue par le Radiation Exposure Compensation Act de 1990 (amendé en 2000 puis en 2008), et les malades financièrement dédommagés. Le Congrès a finalement fait procéder à un nettoyage, étalé sur cinq ans mais pas encore terminé à ce jour, de la réserve Navajo, contaminée par l'uranium : fermeture de sources contaminées, destruction de bâtiments contaminés, enlèvement de tonnes de terre contaminée dans la région de la Skyline Mine.

Toutefois, une meilleure qualité de l'uranium australien et canadien a petit à petit provoqué la baisse des prix de l'uranium américain, allant jusqu'à l'abandon des mines dans les années 1980. En revanche, sur ces terres existaient aussi des mines de charbon dont l'exploitation n'a jamais cessé et dont les baux léonins signés avec les Navajos leur ont été imposés pendant des décennies, largement en dessous du prix du marché. Quant au pétrole bitumineux, de récente extraction, il offre des baux juteux pour les compagnies et de bon rapport pour les bailleurs.

L'exploitation des ressources toxiques et non renouvelables de l'Ouest américain dure donc depuis au moins soixante-dix ans et a fait des ravages connus et répertoriés, particulièrement en terres indiennes – où les conseils tribaux sont, au demeurant, souvent divisés à propos de ce type de développement.

Depuis l'élection de Trump, l'exploitation de l'uranium est repartie à la hausse.

Le ministère de l'Énergie (United States Department of Energy), créé par Jimmy Carter en 1977, avait reçu pour mission de veiller à l'organisation et à l'efficacité de l'exploitation énergétique aux USA. Avec la fin de la guerre froide, il fut chargé de protéger le territoire américain de ses déchets toxiques, en particulier les déchets radioactifs, prévus pour être enfouis entre autres dans Yucca Mountain du Nevada, terre des Shoshones de l'Ouest. Mais des manifestations d'opposition ralentirent si bien le projet qu'il fut définitivement abandonné par le président Obama. Depuis, le ministère de l'Énergie n'a toujours pas trouvé de solution de rechange, sauf à l'international, par exemple en Australie, (en fait rejeté par l'opinion publique australienne), et ces déchets sont désormais conditionnés et laissés sur place. Le ministère de l'Énergie avait pour autre mission d'assurer la défense de l'environnement et des populations. Il semble en être bien loin désormais.

D'abord, parce que Rick Perry, ministre de l'Énergie de Donald Trump et ancien gouverneur du Texas, souhaite supprimer l'EPA (Energy Protection

Agency), à la tête de laquelle il a placé Scott Pruitt, ennemi juré de cette agence¹. Trump, Perry et Pruitt sont soutenus par le ministre de l'Intérieur, Ryan Zinke, député républicain du Montana et proche du président.

Puis, parce que Trump a décidé de s'en prendre aux monuments nationaux riches en ressources énergétiques non renouvelables. Depuis l'*American Antiquities Act* de 1906 (défendu par Theodore Roosevelt), seul le président peut proclamer certaines terres « monument national » pour y garantir la protection de la nature, de la faune et de la flore, ainsi que du patrimoine culturel et spirituel des nations indiennes qui y vivent mais n'en sont plus toujours maîtresses.

Inversement, Donald Trump a décidé de diminuer de 85 % la superficie protégée de Bears Ears (placé sous protection fédérale par Obama en 2016) – et de 50 % celle de Grand Staircase-Escalante (placé sous protection fédérale par Clinton en 1996). Il s'agit en somme du début de l'ouverture à l'industrie minière de ces deux monuments nationaux, à la demande, entre autres, des personnels politiques de l'Utah qui espéraient cette décision depuis des mois.

Dans ce contexte, en mars 2018, des permis d'exploitation minière ont été déposés par centaines, dont un tiers par Energy Fuels, tandis que l'Uranium Producers of America demandait à l'EPA de suspendre le moratoire sur l'exploitation minière dans le Grand Canyon. Toujours en mars 2018, la puissante National Mining Association (NMA) et la non moins puissante American Exploration and Mining Association (AEMA) ont demandé à la Cour suprême de revenir sur l'interdiction – datant de 2012 et promulguée pour une durée de vingt ans – d'ouvrir des mines d'uranium sur des terres publiques autour du Parc national du Grand Canyon (environ 4 000 km² – noter qu'un parc national est créé par une loi du Congrès). En décembre 2017, la 9^e Cour d'appel avait confirmé cette interdiction émise alors par le ministre de l'Intérieur Ken Salazar, à la grande satisfaction des nations d'Arizona du Nord et des groupes de défense de l'environnement. Ken

Salazar avait également interdit toute extraction sur les terres publiques que les Havasupais utilisent pour leurs besoins en eau. La NMA arguait du fait que Salazar n'avait pas l'autorité constitutionnelle pour prendre cette décision et que l'exploitation de l'uranium ne crée pas de dommages. En revanche la même 9^e Cour a débouté les Havasupais qui avaient fait appel de l'ouverture de la mine dite Canyon Mine, propriété d'Energy Fuels Resources, ouverte dans le territoire dit National Forest, à huit kilomètres au sud du Grand Canyon, et qui n'était pas couverte par l'interdiction de Salazar. Le US Geological Survey a fait savoir de son côté que ses experts ne seraient pas à même de mener à bien des recherches pourtant vitales sur les effets de ces mines si le budget de 2019, qui réduit les crédits affectés à ce projet, est adopté.

Ajoutons qu'une décision prise par Obama en 2010 avait permis à ROSATOM, l'agence nucléaire russe, d'acheter Uranium One, filiale de ROSATOM, basé au Canada et disposant de filiales aux USA – et l'un des plus grands producteurs d'uranium au monde. À l'époque de cette transaction, Hillary Clinton était ministre de l'Intérieur, et des groupes associés à Uranium One avaient donné un million de dollars à la Clinton Foundation, organisation caritative. Les liens entre Uranium One et la Fondation Clinton ont été mis en évidence entre autres dans un livre de Peter Schweizer (2015). On imagine bien que ce jeu de « tel est pris qui croyait prendre » (à savoir qui est acheté par les Russes : Hillary ou Donald ?) renforce d'autant l'assaut pour la privatisation de terres protégées par le droit fédéral.

Sont parties prenantes le US Forest Service, The Arizona Chamber of Commerce, le sénateur républicain du Wyoming John Barrasso. Notons qu'entre 1995 et 2018 ce dernier a reçu 3 500 000 \$ de divers PACs (Political Action Committees) regroupant des laboratoires pharmaceutiques, des représentants de l'agriculture industrielle et de l'énergie minière.

Les procédures devant les tribunaux, lancées par les Amérindiens et les défenseurs de l'environnement,

seront longues et acharnées. L'administration Trump a en effet décidé de relancer son armement nucléaire, en favorisant la production nouvelle d'un armement de « petite taille » qui devrait permettre de faire la guerre de façon plus radicale et efficace dans des conflits bien localisés.

Les toutes puissantes compagnies d'extraction de ressources minières non renouvelables sont donc de nouveau très présentes en terre indienne, avec les effets contradictoires et paradoxaux que l'on sait sur les Amérindiens qui y vivent, qu'ils s'y opposent ou pas, ainsi que sur les non-Indiens des régions d'alentour, par ex. en Oregon du Sud, lieu de très importants élevages de bovins jusqu'au début du xx^e siècle.

En 2016, le refuge national de Malheur avait été occupé par des cowboys. Au début, il s'était agi d'une manifestation dans la petite ville de Burns pour protester contre la condamnation à la prison de deux ranchers (les frères Dwight et Stephen Hammond) pour incendie volontaire de terres fédérales. Ayant trouvé la condamnation injuste, un dénommé Amon Bundy et son frère, rancher du Nevada, lançaient cette fois une marche bruyante et véhémement de 300 personnes à Burns tandis qu'un autre groupe occupait le refuge de Malheur. En 2014, les frères Bundy avaient fait de la prison pour résistance au Bureau of Land Management (BLM) et pour « conspiration fédérale ». Tous ces hommes, bien armés, occupèrent le refuge pendant quarante et un jours, dénonçant l'appropriation des terres publiques par le Fédéral, leur drapeau portant les mots « *Don't tread on me* (Ne me marchez pas sur les pieds) ».

Leur leader, LaVoy Finicum, auteur d'un roman sur la fin du monde, avait été tué de trois balles lors d'un contrôle routier des agents du FBI. En février 2017, un meeting en hommage à LaVoy réunissant 650 personnes eut lieu dans la petite ville de John Day et retransmis par *Facebook Live* à des dizaines de milliers d'abonnés, des « patriotes » convaincus d'être en train de perdre leur pouvoir et leurs droits d'éleveurs, de cultivateurs, de chasseurs, mais aussi de citoyens du même État. Électeurs de Trump, ils militent

pour le « retour » des terres fédérales au pouvoir local. Leurs ennemis : les Amérindiens, les environnementalistes responsables du déclin de la culture rurale, les défenseurs des droits des animaux – l'Endangered Species Act de 1973 étant perçu comme l'un des rouages de la conspiration du Gouvernement pour les expulser et faire main-basse sur leurs terres (Percy 2018). Le support populaire de ces revendications et dénonciations est un magazine du nom de *RANGE*. Publié tous les quatre mois, on le trouve partout en Oregon, et il évalue son lectorat à 170 000 personnes – dont la moitié sont des fermiers et des ranchers de l'Ouest rural dont il défend la cause : celle de la « vie sauvage » et des terres « libres ». Couvrant les luttes des Autochtones et des environnementalistes contre la construction du pipeline dit DAPL (Dakota Access Pipeline), Dave Skinner a rédigé un article au printemps 2018 qui s'intitule « Waiting For Next Time », avec pour sous-titre « Resisting "The Resistance" In North Dakota ». Il s'agit d'un long texte bien documenté, chiffré, illustré et complété de tableaux récapitulatifs, donnant la parole à des ranchers, des exploitants agricoles et des propriétaires terriens confrontés aux militants opposés au pipeline en question. Ils y traitent les protestataires de « garbage, d'ordures » – contre lesquels ils résistent comme on résiste aux envahisseurs.

Comme l'explique Nancy Langston, historienne de l'environnement, avec chaque nouvelle vague d'immigrants commence l'Histoire et leur histoire (voir Langston 2015). Pour ces nouveaux-venus aux États-Unis et dans cette partie de l'Oregon (1872), pas d'Indiens pautes, par exemple, ni de gouvernement fédéral légitime. Ils sont les Premiers Américains.

Or, en 1976, le Federal Land Policy & Management Act (FLPM) a changé la politique du Bureau of Land Management (BLM), invité à passer de l'extraction à la conservation. Cette loi avait

alors déclenché une vague de manifestations violentes, dite « Rébellion de l'armoise » (*Sagebrush Rebellion*), qualifiée par certains d'« insurrection de la Vérité », mouvement actif par intermittences pendant toutes les années 1970-1980. En étaient les activistes acharnés ces rangers, bûcherons, éleveurs et mineurs opposés aux lois en général et en particulier aux lois fédérales – le Wilderness Act de 1964 (déjà), l'Endangered Species Act de 1973 et, bien sûr, le FLPM². Et aussi, évidemment, aux droits des Amérindiens.

De fait, restrictions et nouveaux règlements coûtent cher et déposent en partie ces exploitants ruraux de leur libre gestion de la nature. Le Fédéral peut par exemple les obliger à diminuer le nombre de bêtes qui pâturent pour protéger telle autre espèce de rivière menacée par les bêtes qui s'y abreuvent (décision du US Forest Service, qui fixe aussi les quotas d'abattage des arbres). De là à en conclure que le Fédéral veut les éliminer complètement, il n'y a qu'un pas – *American paranoia* (Hofstadter 2018 [1964]) et théorie du complot. Ces hommes et ces femmes sont tous armés, équipés et déterminés. Et défendent une liberté historiquement née avec eux, estiment-ils.

Donald Trump est devenu leur sauveur car, avec lui, c'est l'ouverture des mines de charbon, d'uranium, de pétrole bitumineux – et avec elles, pensent-ils, la fin des lois de protection de l'environnement, de la faune, de la flore et des Autochtones, le début du transfert des titres des terres du fédéral vers le local. Enfin le particulier.

La Sainte Alliance de Wall Street et des puissantes industries extractives toxiques (nucléaire en tête) avec des ranchers et des paysans dont les bêtes et les terres vont en périr, dit tout de cette folle histoire inversée. Confirmée par les élections nationales et locales de novembre 2018?

[août 2018]

Notes

1. Scott Pruitt a dû démissionner en mai 2018, à la suite d'un scandale financier. Il a été remplacé par Andrew Wheeler, très lié à l'industrie chimique et celle du charbon, pour lesquelles il fait du lobbying, et tout aussi hostile à l'EPA.
2. En Oregon, 53 % des terres relèvent du Fédéral, et en Utah c'est 63 %.

Ouvrages cités

- BRUGGE, Doug, et Rob GOBLE, 2002 : « The History of Uranium Mining and the Navajo People ». *American Journal of Public Health* 92(9) : 1410-1419. <https://www.researchgate.net/publication/11190323_The_History_of_Uranium_Mining_and_the_Navajo_People> (consulté le 11 sept. 2018).
- HOFSTADTER, Richard, 2018 [1964] : « The Paranoid Style in American Politics ». *Harper's Magazine*, September 7. « The Paranoid style in American Politics », Vintage Books, New York.
- LANGSTON, Nancy, 2015 : *Where Land and Water Meet: A Western Landscape Transformed*. University of Washington Press, Seattle.
- PERCY, Jennifer, 2018 : « They want to destroy us ». *New York Times Magazine* : MM42. January 21.
- SCHWEIZER, Peter, 2015 : *Clinton Cash: The Untold Story of How and Why Foreign Governments and Businesses Helped Make Hillary and Bill Rich*. Harper Collins, Broadside Books.
- SKINNER, Dave, 2018 : « Waiting For Next Time: Resisting "The Resistance" In North Dakota ». *Fairfield Sun Times*, 22 mars. <<http://fairfieldsuntimes.com/waiting-for-next-time-resisting-the-resistance-in-north-dakota-p652-117.htm>> (consulté le 12 sept. 2018).
- TABUCHI, Hiroko, 2018 : « Uranium Miners pushed hard for a come back. They got their wish ». *New York Times*, 13 janvier. <<https://www.nytimes.com/2018/01/13/climate/trump-uranium-bears-ears.html>> (consulté le 11 sept. 2018).
- TIME MAGAZINE, 1960 : « Medecine, Uranium Miner's Cancer ». *Time Magazine* LXXVI(27), 26 déc.